

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 26/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONSIEUR ERIC LASNON

636 Le Bourg

--

76570 Hugleville En Caux

Références : UDRD-2026-05-T-206
Code AIOT : 0100029303

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/05/2026 dans l'établissement MONSIEUR ERIC LASNON implanté 610 Route de Grosfy 76570 Hugleville-en-Caux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluri-annuel de contrôle (une visite dans la première année de mise en service de l'installation).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONSIEUR ERIC LASNON
- 610 Route de Grosfy 76570 Hugleville-en-Caux
- Code AIOT : 0100029303

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

M. LASNON Éric est autorisé à exploiter une carrière de marne, par arrêté préfectoral du 24 juillet 2025, avec une capacité annuelle de 6000 tonnes sur une durée de 5 ans.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle des niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 6.2.3	Demande d'action corrective	5 mois
3	Informations et limitation des accès	Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 8.1.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Suivis écologiques	Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 8.1.5	Demande d'action corrective	3 mois
7	Plan à jour	Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 8.5	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production annuelle	Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 1.2.1	Sans objet
5	Travaux de découverte	Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 8.3.2	Sans objet
6	Projet de traitement	Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 8.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'extraction doit commencer, à proprement parler, fin août ou début septembre 2026. L'exploitant a réalisé plusieurs aménagements préalables, mais qui doivent être complétés dans les mois qui viennent. Par ailleurs, il lui est rappelé ses obligations en matière de mesure du bruit, de suivi écologique, et de mise à jour de son plan d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 1.2.1
Thème(s) : Autre, Production maximale
Prescription contrôlée :

<p>Production moyenne maximale annuelle 6 000 tonnes</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux préalables à l'exploitation de la carrière ont débuté en septembre 2025, en particulier par l'aménagement de l'accès vers la route. Les matériaux extraits à cette occasion peuvent être valorisés (cf point de contrôle n°3).</p> <p>À ce titre, l'inspection a consulté les factures de vente de marne de l'exploitant. Au jour de la visite, environ 450 tonnes avaient été vendues, et l'exploitant a estimé qu'environ 300 à 350 tonnes de plus avaient été extraites et étaient toujours stockées sur un de ses terrains, en dehors de la carrière.</p> <p>Ce total de 800 tonnes extraits sur 8 mois est très inférieur à la moyenne annuelle autorisée de 6000t.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contrôle des niveaux de bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 6.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté, puis périodiquement tous les 3 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas encore réalisé de campagne de mesure du bruit.</p> <p>Cependant, le nombre de jours d'exploitation reste faible : quelques jours en septembre 2025, et plus aucun depuis. L'exploitant prévoit une nouvelle campagne d'extraction de marne fin août ou début septembre 2026.</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant son obligation de réaliser une campagne de mesure du bruit à l'occasion de cette prochaine campagne d'extraction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°1 :</u> l'exploitant doit réaliser une campagne de mesure du bruit à l'occasion de cette prochaine campagne d'extraction, soit sous 5 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 3 : Informations et limitation des accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 8.1.3</p>

Thème(s) : Autre, Aménagements préalables à l'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le début de l'exploitation, des aménagements sont à prévoir afin de préparer le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre en place une clôture sur tout le périmètre autorisé et des panneaux d'interdiction de pénétrer et de signalisation du danger répartis sur cette clôture, jusqu'à ce que le réaménagement du site ait fait l'objet d'une cessation d'activité et d'un récolement par l'inspection des installations classées ; • mettre en place un portail, avec un recul d'au moins 20 m depuis la route de Grosfy, et avec un décaissement de la pente au Nord du portail (cf plan en annexe 2) afin d'améliorer la visibilité depuis la route de Grosfy. Les matériaux extraits à l'occasion de ce décaissement peuvent être exploités ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre en place des signalisations aux abords de la carrière et sur les voies empruntées pour l'acheminement des matériaux sortant la carrière.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une clôture tout autour de la zone d'exploitation. L'exploitant a précisé que sa clôture était plus petite que le périmètre autorisé. Un recul d'environ 20m a été retenu côté Nord du site, entre le front de taille et la clôture. Côté Est, en revanche, la clôture est plus proche de la zone qui sera exploitée dès cette année. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra, au besoin, reculer ce pan de la clôture pour assurer la stabilité des terrains à l'extérieur de la clôture lorsque l'extraction s'en approchera.</p> <p>Par ailleurs, la clôture ne comportait pas de panneaux d'information sur les dangers du site. L'entrée du site a été aménagée pour en faciliter l'accès et la sortie pour les engins et les camions. Un portail clos est en place, avec un recul suffisant par rapport à la route. Deux panneaux de signalisation sont en place aux abords de la carrière, sur la RD22, en amont et en aval de l'entrée du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°2 :</u> l'exploitant doit poser des panneaux d'interdiction de pénétrer et de signalisation du danger sur le pourtour de sa clôture, sous 1 mois. Il transmettra à l'inspection des photographies attestant de la réalisation de cette opération.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Suivis écologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 8.1.5
Thème(s) : Autre, Biodiversité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures d'accompagnement et de suivi S01 Suivis écologiques des habitats et des espèces à enjeux, aux années N, N+1, N+2, et à la fin de l'ex-</p>

ploitation
Constats : L'exploitant n'a pas encore réalisé de suivi écologique des habitats et des espèces à enjeux, comme prévu par son dossier d'autorisation. L'exploitant doit se mettre en conformité avec cette prescription avant sa prochaine campagne d'extraction de marne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°3 :</u> l'exploitant doit mettre en œuvre le suivi écologique des habitats et des espèces à enjeux présents sur le site, sous 3 mois. Il justifiera du passage d'un écologue à cet effet, dans le même délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Travaux de découverte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 8.3.2
Thème(s) : Autre, Préparation du terrain
Prescription contrôlée : Les travaux de découverte sont réalisés de façon progressive et coordonnée à l'avancement de l'extraction (campagnes ou phases successives au fur-et-à-mesure de l'avancement des phasages de l'exploitation). Les inertes de découverte sont notamment utilisés pour constituer les merlons autour de la zone d'exploitation, de sorte à ne pas créer de risque d'éboulement vers l'extérieur du site. La terre végétale est, si possible, utilisée pour recouvrir en couche fine (50 cm maxi) la surface des merlons, de manière à lui garder ses propriétés de terre végétale. Le reste est stocké de manière provisoire en périphérie de la zone d'exploitation, jusqu'à la remise en état. Ce stockage ne doit pas présenter de risque d'effondrement d'une verse, et ne doit pas être source de nuisances. L'exploitant propose des solutions le cas échéant afin de les limiter (limitation de la hauteur des tas notamment).
Constats : L'exploitant a procédé a un défrichement et un décapage sur une surface d'environ 300 m ² au niveau de la zone d'extraction à l'Est du site. Les terres de découverte ont été stockées sous forme de merlons, le long de la limite Sud du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Projet de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 8.3.4
Thème(s) : Autre, Traitement des matériaux
Prescription contrôlée :

Aucun traitement des matériaux n'est réalisé sur site.
Constats : L'exploitant a fait part d'un projet de criblage des matériaux extraits. La phase de test doit avoir lieu sur un terrain en dehors de la carrière, sur des matériaux déjà extraits à ce jour. En cas de concrétisation du projet, et si l'exploitant souhaite réaliser cette opération sur le site de la carrière, un dossier de porter à connaissance devra être envoyé à l'inspection avant sa mise en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan à jour

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 8.5
Thème(s) : Autre, Plan des installations
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation, tenu à disposition de l'inspection des installations classées, est établi et mis à jour tous les ans
Constats : Au jour de la visite, l'exploitant n'avait pas encore mis à jour le plan de sa carrière depuis son autorisation en juillet 2025. L'exploitant s'est engagé à mettre à son jour son plan juste après sa campagne d'extraction de l'automne 2026 - la première en dehors des matériaux extraits lors de l'aménagement de l'entrée du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°4 :</u> l'exploitant doit transmettre à l'inspection un plan de sa carrière mis à jour, après passage d'un géomètre, sous 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois